



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES,
DES ACTIVITÉS FONCIÈRES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

n°2012.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/532 du 24 AOUT 2012

**modifiant l'arrêté préfectoral n° 2012.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/382 du 4 juin 2012
mettant en demeure la SOCIÉTÉ ATAC située à BRÉTIGNY-SUR-ORGE
de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 931112 du 2 avril 1993
portant autorisation d'exploitation d'une installation classée et les dispositions de l'article
R 512-33 du code de l'environnement.**

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.511-1, L.514-1, L.514-6, R.512-1 et R.514-3-1,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 23 décembre 2010 portant nomination de M. Michel FUZEAU, préfet hors cadre, Officier de la Légion d'Honneur, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 12 juin 2012 portant nomination de M. Alain ESPINASSE, en qualité de Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne.

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-PREF-MC-025 du 25 juin 2012 portant délégation de signature à M. Alain ESPINASSE, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/382 du 4 juin 2012 mettant en demeure la société ATAC, située à Brétigny-sur-Orge, de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 931112 du 2 avril 1993 portant autorisation d'exploitation d'une installation classée et les dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'une erreur substantielle s'est glissée dans la rédaction de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure susvisé, à l'alinéa faisant référence aux dispositions de l'article 11 de l'annexe VII de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1993,

CONSIDERANT qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la numérotation des articles de l'arrêté n° 2012.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/382 du 4 juin 2012 susvisé,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2012.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/ 382 du 4 juin 2012 est remplacé comme suit :

« **ARTICLE 2 :** La Société ATAC, dont le siège social est situé Rue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 59170 CROIX, est mise en demeure, de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral n° 931112 du 2 avril 1993 portant autorisation d'exploitation d'une installation classée, pour son site situé à BRETIGNY-SUR-ORGE, ZAC de la Maison Neuve, rue du Poitou, dans les délais ci-après fixés, à compter de la notification du présent arrêté :

sous 1 mois :

- justifier du débit simultané de 360 m³/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar dans 5 poteaux incendie, conformément aux dispositions de l'article 12, de l'annexe VII,
- rendre opérationnelle la porte coupe-feu située la plus à l'Est entre la cellule A et la cellule B, conformément aux dispositions de l'article 2, de l'annexe VII,
- stocker les matières combustibles à moins de 8 mètres de hauteur **ou** mettre en place des réseaux à une hauteur intermédiaire pour le système d'extinction automatique, conformément à l'article 11, de l'annexe VII,
- supprimer le stockage de matières combustibles à l'extérieur de l'entrepôt, conformément aux dispositions de l'article 1, annexe I.

sous 3 mois :

- disposer d'une réserve d'eau permettant de fournir le débit nécessaire pour alimenter l'installation d'extinction automatique à eau pulvérisée, conformément aux dispositions de l'article 12, de l'annexe VII,
- mettre en place un plan d'opération interne (POD), conformément aux dispositions de l'article 14, de l'annexe VII.

sous 6 mois :

- disposer d'un système de rétention des eaux d'incendie, conformément à l'article 8, de l'annexe III. »

ARTICLE 2 : La numérotation des articles de l'arrêté préfectoral n° 2012.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/382 du 4 juin 2012 est modifiée comme suit :

« **ARTICLE 3 :** En cas de non respect des injonctions susvisées dans les délais impartis, la Société ATAC sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 4 : Délais et voies de recours

(Articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs des installations classées,
L'exploitant,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet de PALAISEAU et Monsieur le Maire de BRÉTIGNY-SUR-ORGE. »

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

(Articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

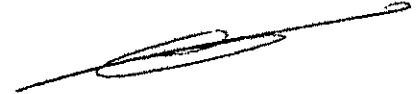
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs des installations classées,
L'exploitant,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet de PALAISEAU et Monsieur le Maire de BRÉTIGNY-SUR-ORGE.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général ,



Alain ESPINASSE